

## *Freiner pour avancer (ses pions)*

Jean Faniel

**L**e rythme de la politique est souvent fait d'à-coups. Un dossier peut traîner pendant un long moment puis se débloquer subitement pour l'une ou l'autre raison. Dans certains cas, le retard est délibéré, qu'il soit voulu par le promoteur du projet ou par un autre acteur. Freiner l'avancement d'un dossier peut ainsi répondre à des visées stratégiques.

À l'été 2019, la formation des gouvernements régionaux et communautaires a mis nettement plus de temps que d'habitude dans plusieurs entités. Certes, la situation politique est apparue compliquée après un scrutin multiple et historique à plus d'un titre. Mais l'attitude des acteurs appelés à négocier a aussi influencé le rythme de ce processus.

Lors de la formation des gouvernements wallon et de la Communauté française, le retrait relativement rapide du CDH et du PTB a fortement réduit l'éventail des coalitions possibles. Le parti de gauche radicale a été accusé par ses concurrents et par des acteurs du monde associatif et syndical d'avoir plutôt privilégié ses intérêts propres au détriment de ceux de la gauche wallonne et francophone. Il est vrai que les dirigeants du PTB sont clairs à cet égard : une participation gouvernementale n'est envisageable que dans le cadre d'un rapport de force favorable, qui doit se construire par la lutte sociale, d'une part, et par un renforcement électoral et humain du parti, d'autre part. Le caractère national du PTB et son implantation inégale à travers le pays poussent aussi ses responsables à prendre le temps de construire une organisation solide, au risque peut-être de rater le coche d'une coalition des gauches qui pourrait ne plus être faisable à l'avenir. Freiner maintenant pour mieux avancer la fois prochaine s'avèrera-t-il payant ?

À l'inverse, le CDH est en recul électoral et est l'héritier d'un ancrage politique large et solide. Mais il partage avec le PTB l'idée qu'il valait mieux passer son tour cette fois pour revenir plus fort après un prochain scrutin. Là aussi, il s'agit d'un pari sur l'avenir.

Après ces désistements, une nouvelle page de l'histoire de la formation des gouvernements s'est écrite, répondant au nom de coquelicot. Il pouvait *a priori* paraître étrange que PS et Écolo veuillent s'échiner à tracer les contours de coalitions qu'ils savaient minoritaires. Mais au final, en prenant le temps de s'accorder sur de nombreux sujets, puis en soumettant leurs propositions à une large palette d'acteurs associatifs ou institutionnels, ces deux partis ont pu construire un préprogramme gouvernemental pour les deux niveaux de pouvoir concernés et se présenter, forts de leur entente et de ces lignes directrices, face au MR, indispensable à la formation de gouvernements disposant d'une majorité parlementaire dans les deux assemblées. Prendre le temps, ce n'est pas nécessairement en perdre, pouvaient se dire les deux partenaires.

## Une pratique largement répandue...

Les partis de gauche n'ont nullement le monopole de ce type d'atermoisement tactique. Au même moment, à Bruxelles, l'Open VLD a freiné la formation du gouvernement régional, notamment en pratiquant la politique de la chaise vide. Alors que le PS, Écolo et Défi s'étaient entendus pour former l'aile francophone du gouvernement, les libéraux flamands ont souhaité faire pression sur leurs futurs partenaires de coalition pour qu'ils embarquent le MR. En retardant voire en bloquant les négociations, ils espéraient mettre suffisamment de pression sur les partis francophones pour les faire plier. Ceux-ci ont tenu bon, d'autant qu'il est assez vite apparu que les négociateurs bruxellois de l'Open VLD ne s'accrocheraient pas à la tentative qui leur était essentiellement dictée par la direction nationale du parti. Pour qu'une pratique délibérée de ralentissement puisse s'avérer payante, encore faut-il que les acteurs qui la mènent soient relativement soudés.

En Flandre aussi, c'est pour améliorer son rapport de force que la N-VA a pris le temps de mener des consultations et des pourparlers plus longs que prévu, et même de suspendre le processus durant un temps. Profitant d'un voyage en Colombie mené en sa qualité de bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever, le président de ce parti, a mis la formation des gouvernements flamand et fédéral entre parenthèses pendant plus d'une semaine, espérant que la situation puisse se décanter en son absence – mais tel ne fut pas le cas. Ensuite, la N-VA a poussé bien plus loin qu'on ne l'avait imaginé les rencontres avec le Vlaams Belang. L'argument de départ – montrer aux électeurs du parti d'extrême droite que leur vote était pris en considération – a peu à peu cédé la place à une autre réalité : tout comme le coquelicot visait à gauchir le programme des tripartites que le PS et Écolo allaient devoir former avec le MR, les nationalistes flamands voulaient utiliser le poids du VB pour faire pencher nettement à droite le programme du gouvernement flamand qu'ils allaient finir par devoir écrire avec le CD&V et l'Open VLD. À cet égard, l'adoption d'un « canon flamand » et d'autres mesures figurant dans l'accord laissent penser que la N-VA n'a pas complètement raté son coup...

## ... utilisée par tous les acteurs politiques...

Ce type de manœuvre ne s'arrête aucunement quand le gouvernement est formé. Dans les coalitions, il est classique qu'un parti fasse traîner un dossier important aux yeux de son partenaire jusqu'à ce qu'un autre, qu'il veut lui-même faire passer, soit mûr. Ainsi, il est ensuite possible de coupler les deux dossiers et de pratiquer du donnant-donnant, même si les deux sujets n'ont apparemment aucun rapport entre eux<sup>1</sup>.

Les enceintes parlementaires sont aussi le théâtre de pratiques de ralentissement ou de blocage au service des intérêts de l'un ou l'autre camp. Les manœuvres d'obstruction y sont nombreuses et variées. Tantôt assez techniques (demander l'avis du Conseil d'État sur un article d'un texte de loi en discussion, introduire des amendements, demander l'avis du Conseil d'État sur ces amendements...), tantôt beaucoup plus simples et spectaculaires (lire longuement le nom des personnes figurant dans l'annuaire, déclamer des poèmes

---

<sup>1</sup> Voir à ce propos J. FANIEL, « Donnant-donnant », *Imagine Demain le monde*, n° 123, septembre-octobre 2017, p. 32-33.

ou invectiver un adversaire pour le pousser à prendre du temps pour réagir<sup>2</sup>), ces moyens peuvent être combinés et employés de manière collective. Ils sont souvent mobilisés par l'opposition pour freiner voire empêcher l'adoption d'un projet déposé par la majorité.

À l'inverse, les groupes qui forment cette dernière y recourent parfois aussi contre des propositions émanant de l'opposition afin d'en faire traîner l'examen, si possible jusqu'au terme de la législature. En apparence, ces manœuvres dilatoires ne visent pas tant à faire avancer ses propres priorités qu'à bloquer celles des autres. En réalité, en entravant les propositions ou contre-propositions de l'opposition, la majorité veille à assurer la cohérence de son propre projet politique, qu'elle met par ailleurs en œuvre par le biais des propositions et projets qu'elle dépose et fait adopter.

### ... et par d'autres aussi

« Jeux (de) politiciens ! », s'exclamera-t-on sans doute. C'est possible. Mais qui ne sont pas dénués de portée sociétale puisqu'ils sont menés pour appuyer un projet plutôt qu'un autre. Et qui débordent largement le seul champ politique.

Voici plus de quinze ans, les partis écologistes ont fait adopter par le gouvernement fédéral auquel ils participaient pour la première fois une loi prévoyant la sortie du nucléaire en 2015. Il est rapidement apparu que ce seul cadre législatif, qui plus est peu soutenu par les autres familles politiques, ne suffirait pas à provoquer un tournant majeur dans le mix énergétique belge. De fait, les investissements nécessaires, de la part des pouvoirs publics ou des sociétés privées actives dans le domaine de l'énergie, pour permettre cette sortie sans risque de pénurie d'électricité, se sont développés lentement et de manière insuffisante. Si bien que le gouvernement fédéral a postposé de dix ans l'arrêt de trois des sept réacteurs nucléaires en activité en Belgique<sup>3</sup>. Est-il indécent de considérer que les firmes qui exploitent les centrales et, plus largement, les milieux qui soutiennent cette forme d'énergie n'ont pas marqué beaucoup d'empressement pour diversifier les sources d'approvisionnement de la Belgique, ce qui a rendu inévitable la prolongation des centrales atomiques ?

Le temps est un facteur essentiel dans une bataille, qu'elle soit politique ou économique. Aller vite et prendre ses concurrents ou adversaires par surprise peut être déterminant. Mais savoir prendre le temps pour s'organiser face à eux, leur faire perdre du temps ou tirer parti des délais qu'offre un calendrier peut tout autant permettre d'avancer ses pions.

Cet article a été publié dans : *Imagine demain le monde*, n° 137, janvier-février 2020, pages 34-35.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL, « Freiner pour avancer (ses pions) », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1<sup>er</sup> janvier 2020, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).

---

<sup>2</sup> M. EL BERHOUMI, J. PITSEYS, « L'obstruction parlementaire en Belgique », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2289-2290, 2016, p. 14-17.

<sup>3</sup> F. COLLARD, « Les énergies renouvelables », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2252-2253, 2015, p. 35-36 ; F. COLLARD, « Énergie et climat : des enjeux au centre du scrutin », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 22 mai 2019, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).